



Mise en accessibilité PMR du RU Technopole

4 Boulevard Dominique François Arago

57070 METZ



**MAITRE D'OUVRAGE**

CROUS LORRAINE  
75 rue de Laxou  
54042 Nancy Cedex

**EPMR  
Lot n°11**

**CCTP**

**MAITRE D'OEUVRE :**  
SOCOTEC SMART SOLUTIONS  
8 Rue Albert Einstein  
54320 MAXEVILLE

**ARCHITECTE :**  
AA TANDEM  
14bis Rue Principale  
57645 MONTROY-FLANVILLE

Dossier	2406SASNC035
Date	04/04/2025
Phase	DCE
Indice	



## 1 **PRESCRIPTIONS GENERALES**

### 1.1 **OBJET DES TRAVAUX**

Le présent document a pour objet la description et le positionnement des travaux et prestations du **lot EPMR** à exécuter dans le cadre de l'opération :

#### **MISE EN ACCESSIBILITE DU RU TECHNOPOLE A METZ**

pour le compte du **CROUS LORRAINE**.

Ce document a pour objet de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition sans aucune réserve pour l'exécution des ouvrages.

L'entreprise devra donc l'intégralité des travaux nécessaires au parfait achèvement des travaux, ce descriptif n'étant pas limitatif.

### 1.2 **OFFRE**

Le marché du présent lot sera traité à prix globale et forfaitaire. Il n'est pas prévu de tranche conditionnelle.

Les dispositions décrites ci-après font l'objet des devis descriptif et quantitatif énoncés, qui devront obligatoirement être chiffrés avec tous les prix unitaires, par les soumissionnaires. Pour raisons budgétaires, il sera possible de retirer du marché certains postes, sans remettre en cause l'importance générale du marché.

Il est précisé que les ouvrages à prévoir devront comprendre toutes les dépenses de fournitures, confortements temporaires ou définitifs, reprises, transports, transformations, pertes, mise en œuvre, frais généraux, taxes, main d'œuvre etc.

Les variantes éventuelles seront chiffrées à part, elles feront l'objet d'une notice explicative, permettant d'apprécier efficacement la valeur des propositions. Dans tous les cas, cette notice fera ressortir les avantages économiques d'installation ou d'exploitation, en parfaite conformité avec les contraintes du présent CCTP. Les incidences non signalées sur les autres corps d'état impliqueront leur prise en charge de plein droit par le soumissionnaire du présent lot. Un descriptif détaillé énumérant les caractéristiques des matériaux fournis dans le cadre de la variante sera également joint.

Avant la remise de son offre, le soumissionnaire vérifiera, sous sa propre responsabilité, les opérations et quantités mentionnées au devis descriptif, et les complètera le cas échéant afin de prévoir dans ses prix l'ensemble des travaux et installations nécessaires au complet achèvement des travaux de son lot. Les ouvrages qui ne seraient pas nommément précisés au CCTP, mais qui seraient figurés sur les plans ou qu'il serait indispensable d'effectuer, font partie intégrante des prestations de l'entrepreneur.

Le soumissionnaire devra signaler, le cas échéant, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il pourrait relever dans les documents écrits ou graphiques du dossier d'appel d'offres, et demander les éclaircissements nécessaires.

Une omission n'aura pas pour effet de soustraire l'entrepreneur à l'obligation d'exécution des ouvrages en état de fonctionnement, tels qu'ils sont dessinés ou décrits, pour le montant forfaitaire du marché.

De même, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les documents du marché, pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages, ou prétendre à un supplément de prix.

L'entrepreneur sera réputé s'être parfaitement rendu compte sur plans et sur place de la disposition et de l'état des lieux, des possibilités d'accès, de manœuvres d'engins mécaniques, de dépôt de matériaux et prendre en compte ces informations dans le chiffrage des travaux.

### 1.3 **DOSSIER D'EXECUTION**

Le dossier d'exécution sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage au minimum 15 jours avant exécution des ouvrages.

Le dossier d'exécution comprendra :

- L'ensemble des plans d'exécution des ouvrages à la charge de l'entreprise, précisant exactement les dimensions, les ferraillements, les cotes d'altimétrie etc.,
- Tous les détails d'exécution nécessaires à une parfaite compréhension des travaux,
- Les notes de calculs et études complémentaires éventuellement nécessaires,
- Les documentations techniques, en langue française, et adresses des fournisseurs des matériaux mis en œuvre,
- Les documents justificatifs des qualités et certificats des matériaux : NF, label, PV etc.,
- Et tout autre document nécessaire à l'exécution correcte des ouvrages, ou découlant d'évolutions éventuelles du projet, ou des adaptations imprévues.

Ce dossier sera fourni :

- 1 exemplaire de tous les documents au Maître d'œuvre.

Avant la réception des travaux, l'entrepreneur fournira le dossier des ouvrages exécutés en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire informatique (dossier de récolement) comprenant tous les documents précédemment cités définitifs, correspondant aux ouvrages réellement exécutés et matériaux réellement mis en place.

La non fourniture de ce dossier empêchera la réception définitive des ouvrages.

### 1.4 **NORMES ET REGLEMENTS**

Normes d'installations

- NFC 15 .100 version 2002

- UTE 15 900 règles d'installation version 2002
- DTU (prescription de mise en oeuvre)
- 

Normes de références pour le câblage

Les normes internationales et leurs équivalences françaises et européennes définissant l'architecture et les composants du réseau

- EN 50 173- 1 2ème édition
- ISO/IEC 11801-2002/A1
- EIA/TIA 568-B.2-10
- EN 50167 câbles capillaires écrantés pour transmission numérique
- EN 50168 câbles capillaires écrantés pour raccordement du terminal
- EN 50169 câbles de rocades écrantés pour transmission numérique
- EN 50174 terres, masses et perturbations électromagnétiques
- EN 50288 pour la partie « spécifications câblage courants faibles »
- ISO 8877 pour les prises RJ45
- EN 55022 et CEI 1000 -4-4 pour la CEM (Compatibilité ElectroMagnétique) et leurs amendements

Normes de références pour les applications

Les normalisations portant sur les différents protocoles informatiques sont les suivants

- ISO 802.3 pour la famille Ethernet
- ISO 802.3ab pour 1000BaseT, Gigabit Ethernet sur câble cuivre
- ISO 802.3an pour 10 gigabit Ethernet sur câble cuivre
- ISO 802.3af pour la transmission de la puissance sur paire torsadée Power Over Ethernet (POE)
- ISO 802.3at pour la transmission de la puissance sur paire torsadée (futur POE+)

En cas de modification des textes en cours de travaux, les nouvelles prescriptions pourront être appliquées selon l'avis du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre.

Les matériaux utilisés ainsi que leur origine devront avoir reçu l'agrément du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage avant la mise en œuvre.

Tous textes et normes rendus applicables par les précédents.

Les matériaux non traditionnels devront être titulaires d'avis techniques à jour qui devront être scrupuleusement respectés.

#### **Hygiène et sécurité des personnes**

Décrets n° 65-48 du 08/01/65

Loi n° 91-1414 du 31/12/91 - Journal Officiel du 07/07/92

Décret n° 92-332 du 31/03/92 - Journal Officiel du 01/04/92

Décret n° 92-333 du 31/03/92 - Journal Officiel du 01/04/92

Circulaire DG S/VS3/94 n° 70 du 15/09/94

#### **Prévention des accidents du travail :**

Décret n° 65-48 du 08/01/65 - Journal Officiel du 20/01/65

Loi n° 76.1106 du 06/12/76 - Journal Officiel du 07/12/76

Loi n° 93-1418 du 31/12/93 - Journal Officiel du 01/01/94

Décret n° 94-1159 du 26/12/94 - Journal Officiel du 29/12/94

#### **Selon le cas**

Travaux en milieu confiné :

- Article L 232-2, R 232-13, R 232-14 du Code du Travail

#### **Travaux en milieu occupé :**

- Circulaire du 13/12/82 pour travaux de réhabilitation
- Recommandations du 18/05/88 et 07/07/88

#### **Sécurité incendie**

Règlement de sécurité incendie dans les Etablissements régissant du Code du Travail et Recevant du Public.

## 1.5 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ces ouvrages dans les règles de l'Art, et ce sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne seraient et ne pourraient d'ailleurs être financés. Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation, nature du sol, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution de ses travaux.

## 1.6 VERIFICATION ET CONTROLE DU DEVIS QUANTITATIFS

Le devis quantitatif n'ayant aucun caractère contractuel, l'entrepreneur devra vérifier les masses portées sur ce devis avant l'établissement de son prix forfaitaire.

Il ne sera accordé aucun supplément pour omissions ou erreurs dans les quantités, les calculs et les prix, dès lors que les marchés seront signés et acceptés. Après adjudication et avant signature des marchés, l'entrepreneur disposera d'un délai de quinze jours pour vérifier l'avant-métré, passé ce délai aucune réclamation ne sera admise.

L'offre comprendra en outre (répartis dans les prix unitaires) :

- les dispositifs réglementaires de protection des travailleurs,
- les échafaudages intérieurs permettant l'exécution des travaux (y compris montage, location et démontage),
- les chutes et pertes diverses non comprises dans les quantités indiquées au devis.

## 1.7 BUREAU DE CONTRÔLE TECHNIQUE ET COORDINATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

L'entrepreneur devra la diffusion au bureau de contrôle et au coordinateur SPS de tous les documents demandés par ceux-ci.

En particulier, il fournira :

- au contrôleur technique : les plans et détails EXE/PAC, avis techniques, fiches techniques, notices, certificats de tous les matériaux mis en œuvre etc.
- au coordinateur SPS : son Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) ou sa notice de sécurité, suivant les cas.

L'entrepreneur devra se soumettre sans délai à leur demande après en avoir référé au Maître d'œuvre.

### Coordinateur SPS :

NON DEFINI

## 1.8 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de chantier sera réalisée par le titulaire du lot "GROS OEUVRE".

L'entrepreneur du présent lot complétera ces installations suivant les implications de ses propres travaux.

A cet effet, il obtiendra des autorités compétentes, notamment des services municipaux et éventuellement, des propriétaires et locataires riverains, les autorisations nécessaires.

## 1.9 DEROULEMENT DU CHANTIER

Tout incident ou accident pouvant survenir du fait des travaux engagera l'entière responsabilité de l'entrepreneur qui devra prendre à sa charge la remise en état complète et le paiement d'indemnités aux tiers ayant subis des dommages.

### 1.9.1 Sécurité des personnes

Les dispositifs propres à assurer la sécurité individuelle et collective des personnes pendant l'exécution des travaux conformément aux lois et règlements en vigueur seront prévus par le titulaire du présent lot, tant au niveau du personnel des entreprises que des tiers (voisins, passants etc.).

L'entrepreneur devra se soumettre sans délai à toute demande du Maître d'œuvre ou du Coordinateur Chargé de la Protection et de la Santé sans pour autant se prévaloir d'aucune indemnité.

Entre autres, les zones de passage obligatoires seront protégées en permanence et correctement signalées, un périmètre de sécurité délimitant les zones de danger sera installé et maintenu en état pendant toute la durée du chantier. Il interdira l'approche à toute personne étrangère aux travaux.

### 1.9.2 Nettoyage du chantier.

L'entrepreneur sera tenu de laisser, à l'issue de ses travaux, les lieux et locaux en un état tel, que les entreprises qui lui succéderont puissent entreprendre leurs propres prestations sans sujétions complémentaires.

Que ce soit sur le chantier ou les voiries, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire procéder au nettoyage ou à la remise en état des lieux, en cas de laxisme ou de défaillance de l'entreprise, aux frais de celle-ci.

### 1.9.3 **Ouvrages existants**

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour ne pas causer de dommages aux autres ouvrages existants. L'entrepreneur devra bien évidemment la remise en état complète, après exécution de ses travaux, de toutes les installations.

L'entrepreneur assumera la responsabilité des désordres et dégâts qu'il aurait occasionnés à l'occasion des travaux, et supportera les frais de réparations et remises en état éventuels. En cas de constatations de défauts existants, il les signalera immédiatement au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et éventuellement au propriétaire de l'ouvrage concerné, il prendra toutes précautions pour ne pas aggraver le phénomène.

### 1.9.4 **Liaison avec les autres corps d'état**

L'entrepreneur doit intervenir sur le chantier en liaison avec les entrepreneurs des autres corps d'état intéressés pour effectuer les travaux, sans porter atteinte à la stabilité, à la sécurité des personnes, des ouvrages, en particulier lorsqu'il s'agit d'effectuer des saignées ou des percements dans les éléments porteurs.

Le titulaire du présent lot doit tous les trous, réservations, scellements et rebouchages dans ses ouvrages (sans qu'il soit nécessaire d'en faire une description quantitative) dont les éléments sont fournis par les autres corps d'état avant exécution. Dans le cas contraire, l'entrepreneur de gros-œuvre devra toujours l'exécution des trous mais à charge du lot concerné.

## 2 **Prescriptions particulières**

### 2.1 **EPMR**

Fourniture et pose d'un appareil élévateur vertical pour personnes à mobilité réduite (EPMR).

L'ensemble de l'installation devra répondre aux exigences conformément à l'article 7 de l'arrêté 08/12/2014 modifié

L'élévateur ayant une course de **3,40 mètres**, il devra être équipé :

- D'une nacelle, d'une gaine fermée et d'une porte ;
  - D'un dispositif de protection sous la plate-forme lorsque celle-ci est en position haute ;
  - D'une commande d'appel placée à une hauteur entre 90 et 130 cm, et d'une distance supérieure ou égale à 40 cm d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle, munie d'un dispositif d'enregistrement,
  - portes avec châssis en tôles et verres de sécurité, coloris RAL 7040, dimensions 2000 \* 930 mm ouverture et fermeture automatique
  - commande à action maintenue, les commandes ne fonctionnent que si les portes sont fermées
  - fixation contre mur porteur à charge du lot GO,
  - en profilés usinés de forme T70
  - la largeur de la porte devra être supérieure ou égale à 90 cm (83 cm de passage utile).
  - la vitesse de l'élévateur doit être comprise entre 0,13 et 0,15 m/s.
  - le dispositif d'appel en cas d'accès non libre devra être situé à proximité de la porte ou du portillon, et facilement repérable et visuellement contrasté.
  - Hauteur cabine 2 000 mm
  - mouvement par un vérin hydraulique plongeant à double câbles
  - sécurités électriques : poussoirs STOP en cabine et dans la fosse, sonde thermique sur le moteur; fins de course d'étage, micro interrupteur avec extra course de sécurité en cas de relâchement ou de rupture des câbles, circuit d'alimentation et circuit auxiliaire avec câbles séparés, serrures par actionnement mécanique et homologuées selon les Normes 84/529 86/312, avec micro interrupteur de sécurité pour contrôle ouverture portes, nivelage automatique d'étage, descente de secours en cabine, éclairage de secours en cabine, alarme acoustique avec alimentation 24V, commandes d'étage éclairées.
  - sécurité mécaniques : Deux câbles de levage avec système à ressort pour distribution de la charge, parachute pour ascenseurs (homologué selon les normes CE 84/529 et 86/312) qui agit sur les rails, protection aux étages avec portes, déblocage d'urgence des portes de l'extérieur avec clé triangulaire.
  - sécurité hydrauliques : Soupape de contrôle de la vitesse de descente, soupape parachute sur le vérin, soupape de non-retour ; soupape de pressurisation, limiteur de pression sur le circuit hydraulique, descente de secours actionnée du bas, pompe manuelle.
  - Système d'appel avec puce gsm intégré pour les appels d'urgence.
- Toutes sujétions pour une parfaite réalisation.